



Norois

Environnement, aménagement, société

195 | 2005/2

**L'appropriation de l'espace : sur la dimension spatiale
des inégalités sociales et des rapports de pouvoir**

Davodeau (Hervé), *La sensibilité paysagère à l'épreuve de la gestion territoriale. Paysages et politiques publiques de l'aménagement en Pays de la Loire*

Thèse de doctorat en Géographie sociale soutenue en décembre 2003,
Université d'Angers, 303 p.



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/norois/585>

ISBN : 978-2-7535-1543-7

ISSN : 1760-8546

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2005

Pagination : 110-112

ISBN : 978-2-7535-0123-2

ISSN : 0029-182X

Référence électronique

« Davodeau (Hervé), *La sensibilité paysagère à l'épreuve de la gestion territoriale. Paysages et politiques publiques de l'aménagement en Pays de la Loire* », *Norois* [En ligne], 195 | 2005/2, mis en ligne le 08 août 2008, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/norois/585>

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

© Tous droits réservés

Davodeau (Hervé), La sensibilité paysagère à l'épreuve de la gestion territoriale. Paysages et politiques publiques de l'aménagement en Pays de la Loire

Thèse de doctorat en Géographie sociale soutenue en décembre 2003, Université d'Angers, 303 p.

RÉFÉRENCE

Davodeau (Hervé), La sensibilité paysagère à l'épreuve de la gestion territoriale. Paysages et politiques publiques de l'aménagement en Pays de la Loire, thèse de doctorat en Géographie sociale soutenue en décembre 2003, Université d'Angers, 303 p.

- 1 En 1993, la « loi paysages » (loi n° 93-24) marque le stade ultime de l'élargissement de la sphère des espaces protégés dans le droit français. La reconnaissance de la valeur patrimoniale des paysages est la dernière étape d'une réglementation en construction dès le XIX^e siècle, qui avait alors pour but la préservation des monuments historiques. L'évolution de cet arsenal juridique possède une dimension spatiale évidente par le changement d'échelles qu'elle dessine : en 1993, l'objectif est de sortir d'une approche restrictive de la protection des paysages (exceptionnels) pour s'intéresser au cadre de vie (quotidien). Dans cette perspective, cette loi procède d'une logique de territorialisation des politiques publiques qui consiste à transférer aux collectivités davantage de responsabilités en matière de gestion des paysages : les documents d'urbanisme à l'échelle communale ou intercommunale et de planification à l'échelle régionale sont les outils par lesquels, désormais, s'envisage le « projet de paysage ». Celui-ci sort du cadre étroit et protégé des parcs et jardins pour s'élargir à une dimension territoriale nouvelle... et problématique.

- 2 L'observation des politiques publiques du paysage en région Pays de la Loire permet de témoigner de la diversité des approches. Pour les gestionnaires locaux, la notion prend des significations très contrastées, comme l'attestent les différents recours au paysage dans les politiques de l'aménagement : pour protéger l'environnement, pour préserver l'identité territoriale, pour produire des espaces récréatifs. Si, dans le discours public, la polysémie du terme est souvent présentée comme un avantage (le paysage serait un objet transversal gage de cohérence dans la gestion territoriale), force est de constater qu'elle induit aussi parfois une illisibilité dans l'action (ce reproche peut s'appliquer aux CRAPE¹ en Pays de la Loire). D'autre part, si le discours valorise l'accessibilité de la notion (dans les démarches de développement local, l'entrée par le paysage favoriserait la participation publique), le rôle joué par l'expertise « scientifique », sa nature et ses difficultés à s'adapter aux nouvelles dimensions du *grand paysage d'aménagement* (exemple de l'Atlas des paysages de Maine-et-Loire²) pose question : comment prendre en compte et évaluer la demande sociale de paysage ?
- 3 En effet, elle n'est pas univoque et nombreux sont les conflits venant parasiter l'émergence des politiques publiques du paysage ; ils sont parfois renforcés par l'amalgame des argumentaires paysagers et écologiques (la populiculture dans les basses vallées angevines), quelquefois directement provoqués par le diagnostic (projet de charte paysagère dans le Parc Naturel Régional de Brière) et alimentés par la tension exercée de la gestion publique sur l'espace privé (règlement des clôtures en lotissements à Avrillé). Derrière ces réactions, les véritables enjeux de la gestion paysagère sont liés à l'appropriation et à l'instrumentalisation du paysage par les acteurs de sa gestion. Cette instrumentalisation consiste à utiliser la valeur patrimoniale du paysage pour s'opposer au projet (les propriétaires dans une stratégie « Nimby ») ou pour mieux le faire accepter (le contournement d'Angers par l'A11, « autoroute paysagère »). Ces stratégies permettent aux acteurs de marquer leur territoire, c'est-à-dire leur domaine d'intervention : la préoccupation du paysage légitime de nouvelles structures de gestion (agglomérations, parcs naturels régionaux) et modifie les rapports de force entre acteurs. Ces nouveaux équilibres traduisent les recompositions socio-démographiques qui affectent, en particulier, les franges périurbaines où la demande sociale de paysage est bien spécifique et joue un rôle important dans la (re)construction territoriale de ces espaces.
- 4 La territorialisation des politiques publiques du paysage est véritablement problématique pour les gestionnaires, dans la mesure où elle leur impose un saut d'échelles périlleux. L'élargissement du projet de paysage agit comme un filtre à travers lequel ne se concrétisent que quelques opérations, toujours très ponctuelles. La nature du « paysagement territorial » peut être illustrée par la figure du giratoire aménagé : sa situation renforce sa visibilité et l'emblème qui le coiffe donne une image du pays traversé. L'inscription spatiale de l'aménagement s'appréhende sur deux plans : celui de la perception (la dimension au sol de l'opération est très limitée) et celui de la représentation (le territoire plus large évoqué symboliquement). La territorialisation du projet de paysage n'implique donc pas une mise en scène paysagère totale des territoires, mais au contraire, l'émission de petites opérations le long de certains axes de circulation et, à l'échelle des Pays de la Loire, sur quelques espaces privilégiés (le littoral, les territoires périurbains et les vallées ligériennes).
- 5 D'un point de vue théorique, cette recherche problématise, à travers l'étude des politiques publiques du paysage, l'articulation de deux concepts clé de la géographie :

paysage et territoire. Elle valide l'hypothèse initiale opposant une définition sensible du paysage à une approche politique du territoire (cadre de gestion). De fait, les politiques publiques concilient difficilement l'appréhension sensible des paysages avec les échelles territoriales de leur mise en œuvre. Mais, le point de vue de la géographie sociale conduit à glisser entre les deux termes problématiques la notion de territorialité. Elle facilite la description des aménagements réalisés et l'interprétation des contraintes rencontrées par les gestionnaires locaux.

NOTES

1. Conventions régionales d'amélioration des paysages et de l'eau.
 2. Conseil Général de Maine-et-Loire, DDE de Maine-et-Loire, DIREN des Pays de la Loire, Le Polygraphe éditeur, 2003.
-

INDEX

Index géographique : France, Pays de la Loire